

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-010

DU 28 JANVIER 2022

AGRICULTURE-MÉTHANISATION - PREMIER RAPPORT 2022

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU les lignes directrices de la communauté concernant les aides d'Etat dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales (JOUE du 01 juillet 2014 – 2014/C 204/01) ;

VU le régime d'aide d'Etat n° SA.40405 relatif aux aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le régime d'aide exempté n° SA 40957 (2015/XA), relative aux aides à la recherche et au développement dans les secteurs agricole et forestier, adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n° 702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1er juillet 2014 ;

VU le régime d'aide d'État SA.40979 (2015/XA) relatif aux aides au transfert de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2015-2020 adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier 702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1er juillet 2014

VU le régime exempté n°SA.59106 aides aux services de conseil en faveur des PME, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L 156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le régime exempté n° SA.59108, relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020.

VU le code de l'énergie ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi du n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la circulaire du 14 septembre 2015 relative à l'application du règlement n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU la délibération n° CR 16-14 du 13 février 2014 portant approbation de la stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 77-14 du 21 novembre 2014 modifiée relative à la Stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2018-014 du 31 mai 2018 portant adoption du Pacte Agricole : un livre blanc pour l'agriculture francilienne à l'horizon 2030 ;

VU la délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 relative à la stratégie énergie-climat de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2018-155 du 3 juillet 2018 relative à la politique énergie climat : 3^{ème} affectation 2018 – augmentation de capital de la SEM énergies positif ;

VU la délibération n° CP 2018-151 du 19 septembre 2018 relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité - 2^{ème} affectation 2018 et à la mise en œuvre du Pacte Agricole ;

VU la délibération n° CP 2019-149 du 22 mai 2019 relative à la mise en œuvre du pacte agricole 1^{ères} affectations 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-396 du 17 octobre 2019 relative à la mise en œuvre du Pacte Agricole : 4^{ème} affectation 2019 ;

VU la délibération n° CR 2019-057 du 21 novembre 2019 relative au plan méthanisation pour relever le défi du biogaz en Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2020-245 du 1^{er} juillet 2020 relative à la mise en œuvre du pacte agricole : 2^{ème} affectation 2020

VU la délibération n° CP 2020-276 du 1^{er} juillet 2020 relative à la Politique énergie-climat - mise en œuvre du plan "changeons d'air concernant notamment l'adoption du règlement d'intervention de l'appel à projets, à l'attention des collectivités, pour améliorer la qualité de l'air dans les crèches et écoles primaires ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de l'agriculture et de l'alimentation ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-010 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif de l'« **Aide à la certification à l'agriculture biologique** », au financement des exploitations agricoles figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 26 904,20 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **26 904,20 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-003 (193003) « Actions agri-environnementales », action 19300308 « Agriculture biologique », du budget 2022.

Article 2 :

Approuve l'avenant n° 1 du contrat de filière champignons 2020-2022 adopté par délibération n° CP 2020-245 du 1^{er} juillet 2020 susvisée, figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Décide de participer, au titre du dispositif « **Contrat de Filières Champignons 2020-2022** », au financement des projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **69 671,00 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention-type, adoptée par délibération n° CP 2020-245 du 1^{er} juillet 2020 susvisée et à la signature de l'avenant susmentionné, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **69 671,00 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », programme HP 93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire », action 19300112 « Soutien aux filières » du budget 2022.

Article 3 :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **30 000,00 €** disponible sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-003 (193003) « Actions agro-environnementales », action 19300307 « Agriculture périurbaine », du budget 2022.

Article 4 :

Décide d'attribuer une subvention de fonctionnement à « **Île-de-France Terre de saveurs** » au titre de son programme d'actions pour 2022.

Affecte un montant de **782 600 €**, disponible sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 93 « agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-002 (193002) « valorisation de la production agricole et agro-alimentaire », action 19300202 « Île-de-France Terre de saveurs », du budget 2022.

Article 5 :

Décide, au titre du **Plan méthanisation**, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 4 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **807 842,50 €**.

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2020-276 du 1^{er} juillet 2020 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **807 842,50 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme HP 75-001 (175001) « Energie », action 17500106 « Energies renouvelables », du budget 2022.

Article 6 :

Affecte une autorisation de programme de **1 117 000,00 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », du programme HP 75-001 (175001) « Energie », action 17500106 « Energies renouvelables », du budget 2022.

Article 7 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la présente délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 et à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

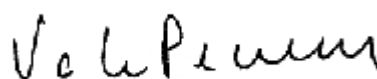
Article 8 :

Décide d'accorder, à titre exceptionnel, une dérogation à la mesure « 100 000 stages » à :

- « Seine-et-Marne Attractivité » au titre du dispositif « Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en œuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information pour la subvention » pour la subvention attribuée par la délibération n° CP 2019-396 du 17 octobre 2019 susvisée (dossier n°19009340)

La fiche-projet modifiée figure en annexe 6 à la délibération.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 29 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 29 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-Imc1134146-DE-1-1) et affichage ou notification le 29 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Certification Biologique

Affectations au titre de la certification à l'agriculture biologique (dispositif d'aide approuvé par la délibération n° CR 77-14 du 21 novembre 2014)

Le soutien au développement de l'agriculture biologique passe par la prise en charge des coûts de certification des exploitations agricoles qui sont obligées de faire contrôler leurs pratiques et certifier leurs produits par des organismes de certification agréés par le Ministère de l'Agriculture à partir de la norme EN 45011.

L'aide régionale à la certification biologique prend en charge 80 % maximum du montant HT du coût de la certification annuelle en agriculture biologique

Le montant d'aide le moins élevé est de 212,27 € et le plus élevé est de 655,86 €. La moyenne des 63 subventions s'élève à 427 €.

Il est ainsi proposé d'affecter **26 904,20 €** en faveur de 63 bénéficiaires (exploitations agricoles).

**Annexe 2 - Avenant n°1 : Contrat de filière
champignons 2020-2022**

CONTRAT DE FILIERE CHAMPIGNONS 2020-2022
AVENANT N°1
A LA CONVENTION CADRE TRIENNALE ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE, LA
SAFER ET ÎLEDEFrance TERRE DE SAVEURS

ENTRE

La région Île-de-France, sise au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE en vertu de la délibération n° CP 2022-010 du 28 janvier 2022 et ci-après dénommée « la Région » ;

ET

La SAFER de l'Île-de-France, sise 19, rue d'Anjou, 75008 PARIS, représentée par Monsieur Pierre MARCILLE, son Président Directeur Général, ci-après dénommée « la SAFER » ;

ET

L'Association ÎLEDEFrance Terre de saveurs, sise au 43, Boulevard Haussmann, 75009 PARIS, représentée par Monsieur Gérard HEBERT, son Président ci-après dénommée « ÎLEDEFrance Terre de saveurs »

APRES AVOIR RAPPELE :

La région Île-de-France, la SAFER de l'Île-de-France et l'Association ILE DE FRANCE Terre de saveurs ont conclu une convention cadre triennale dans le cadre du Contrat de Filière Champignons 2020-2022, par la délibération n° CP 2020-245 du 1^{er} juillet 2020.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Les actions engagées par la SAFER en partenariat avec les différents acteurs de la filière champignon sur le territoire francilien s'inscrivent résolument dans les politiques de la Région en matière de soutien à la structuration des filières emblématiques d'Île-de-France agricoles et alimentaires.

Dans le cadre de l'AXE 1 « animation du contrat de filière » inscrit au contrat de filière 2020-2022, la Région soutient l'action de la SAFER de l'Île-de-France pour « Animer la dynamique et renforcer la coordination des acteurs de la filière ». Compte tenu des enjeux de la filière, la Région et la SAFER souhaitent faire évoluer les actions de l'AXE 1 en y incluant la mise en place d'une étude de faisabilité sur la restructuration de l'amont francilien en champignons. A cet effet et au vu des moyens prévus par la convention triennale, il convient d'établir un avenant à la convention 2020-2022 pour ajouter une nouvelle ligne au plan d'action de la SAFER.

ARTICLE 2 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 DE LA CONVENTION

- L'article 1 : « OBJET DE LA CONVENTION » est complétée comme suit :

- ☛ Soutenir l'amont de la filière en mettant en place une étude de faisabilité permettant d'identifier des scénarios de restructuration.

ARTICLE 3 – MODIFICATION DE L'ANNEXE 1 DE LA CONVENTION

- L'annexe 1 « Programme d'actions 2020-2022 » - Axe A « Animation du contrat de filière » est complétée comme suit :

Programme d'action prévisionnel					
Libellé de l'action	Nom de l'intervenant	Temps passé 2020	Temps passé 2021	Temps passé 2022	Indicateurs de suivi de l'action
Etude pour le maintien d'une production de substrat à champignon de Paris locale	Muriel Le Loarer	-	-	21,5 jours	- Proposition de scénarios de faisabilité -Rédaction d'un rapport sur l'amont francilien
Etude pour le maintien d'une production de substrat à champignon de Paris locale	Frederic Marche	-	-	1 jours	-Proposition de scénarios de faisabilité -Rédaction d'un rapport sur l'amont francilien

- L'annexe 1 « Programme d'actions 2020-2022 » - Axe A « Animation du contrat de filière » est modifiée comme suit :

Plan de financement prévisionnel (€)							
DEPENSES	2020	2021	2022	RECETTES	2020	2021	2022
Frais de personnel	20628	25212	43772	Autofinancement	5470	6642	9634
Coûts internes	1350	1650	1650	Région IDF	21822	26566	46534
Frais de structure	4374	5346	5346	Autres financeurs	-	-	2000
Autres dépenses	1000	1000	7400				
TOTAL DEPENSES	27 352	33 208	58 168	TOTAL RECETTES	27352	33208	58168

ARTICLE 4

Les autres articles de la convention demeurent inchangés.

Fait en 3 exemplaires à Saint-Ouen, le

La Présidente
du conseil régional d'Île-de-
France

Le Président de la SAFER
Île-de-France

Le Président d'Île-de-France
Terre de Saveurs

Valérie PECRESSE

Pierre MARCILLE

Gérard HEBERT

Annexe 3 - Fiches projets : Contrats de filières champignons

**DOSSIER N° 21010854 - CONTRAT DE FILIERES CHAMPIGNONS FRANCILIENS AXE A
"ANIMATION" ANNEE 2022 - SAFER**

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)

Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700

Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	58 168,00 € HT	80,00 %	46 534,00 €
Montant total de la subvention			46 534,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAFER ILE-DE-FRANCE - SOCIETE
D'AMENAGEMENT FONCIER ET
D'ETABLISSEMENT RURAL

Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU
75008 PARIS

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Monsieur PIERRE MARCILLE, Président directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le programme d'action se déroule sur l'année civile.

Description :

L'Île-de-France accueille un grand pôle de producteurs de champignons de Paris. Ce champignon est particulièrement emblématique de l'excellence des produits de terroir cultivés dans notre région. Les producteurs s'inscrivent dans une dynamique de prestige et d'innovation. Mais les lieux de production sont impactés par une pression foncière importante, des projets d'aménagement, des départs en retraite multiples, ... L'enjeu est de consolider et d'ancrer durablement la filière auprès des consommateurs franciliens.

Les actions suivantes seront mises en oeuvre :

1 _ Animation du Contrat de filière

- ° Animer les instances de gouvernance : comité de filière et comité technique

- ° Rendre compte de la mise en place des actions

- ° Mobiliser et fédérer les acteurs de la filière sur l'ensemble des problématiques inhérentes à la filière et favoriser le développement de nouveaux partenariats : identifier les besoins et difficultés spécifiques des producteurs, défendre les intérêts de la filière et participer à susciter des vocations en étant ambassadeur du Contrat de filière et coordonner les actions de communication, notamment autour

du "champignon de cave"

- ° Réaliser une étude de faisabilité pour étudier les opportunités de développement d'une activité de production de substrat local en Île-de-France.
- ° Animer et coordonner la recherche de main d'oeuvre

Indicateurs de résultats des actions réalisées :

- Nombre de participants au comité de filière
- Nombre d'actions du programme engagées
- Réalisation d'une étude de faisabilité
- Mise à jour du diagnostic
- Nombre d'actions de sensibilisation/promotion engagées
- Nombre de partenaires potentiels sensibilisés
- Nombre de salariés ou structure mobilisés

Dans le cadre d'une convention assimilée grand compte, le bénéficiaire s'est engagé à recruter un nombre global de 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :

Taux d'aide de 80%, défini dans le règlement d'intervention "Contrats de filière" adopté à la CP n° 2018-151 du 19 septembre 2018

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont étude d'opportunité)	43 772,00	75,25%
Coûts internes (déplacement, restauration, prestation)	1 650,00	2,84%
Frais de structure	5 346,00	9,19%
Autres dépenses (dont prestations comptables)	7 400,00	12,72%
Total	58 168,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	9 634,00	16,56%
Région Île-de-France	46 534,00	80,00%
Communauté d'Agglomération Creil Sud-Oise (sollicitée)	2 000,00	3,44%
Total	58 168,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40979 (2015/XA) (agriculture) adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier 702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1er juillet 2014, relatif à : aides au transfert de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2015-2020

**DOSSIER N° 21010855 - CONTRAT DE FILIERES CHAMPIGNONS FRANCILIENS AXE B.1
"CONSEIL INDIVIDUEL" ANNEE 2022 - SAFER**

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)

Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700

Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	4 350,00 € HT	50,00 %	2 175,00 €
	Montant total de la subvention		2 175,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAFER ILE-DE-FRANCE - SOCIETE
D'AMENAGEMENT FONCIER ET
D'ETABLISSEMENT RURAL

Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU
75008 PARIS

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Monsieur PIERRE MARCILLE, Président directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le programme d'action se déroule sur l'année civile.

Description :

1 _ Mettre en place une campagne de sécurisation des lieux de production et de prospection de nouveaux sites potentiels

- ° Prise de contact avec les propriétaires fonciers
- ° Sensibilisation et négociation auprès des propriétaires (privés ou collectivités territoriales)
- ° Prospection des opportunités foncières identifiées par les producteurs

Assurer la pérennité de la filière à long terme et anticiper l'évolution de la filière et des exploitations

- ° Constituer des références technico-économiques
- ° Identifier les conditions idéales pour la reprise des carrières
- ° Faciliter la mise en lien des porteurs de projets et des professionnels pour concrétiser leurs objectifs

Indicateurs de résultat des actions réalisées :

- Nombre de sites sécurisés
- Nombre de sites prospectés

- Nombre de porteurs de projets accompagnés

Dans le cadre d'une convention assimilée grand compte, le bénéficiaire s'est engagé à recruter un nombre global de 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :

Taux d'aide de 50% ; coût horaire plafonné à 95€/h (RI Contrats de filières)

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	3 820,00	87,82%
Autres coûts internes (déplacement, restauration, prestation)	125,00	2,87%
Frais de structure	405,00	9,31%
Total	4 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	2 175,00	50,00%
Autofinancement	2 175,00	50,00%
Total	4 350,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40957 (2015/XA) (agriculture, RDI) pris sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier
702/2014 adopté par la Commission européenne le 25 juin 2014 et publié au JOUE le 1er juillet 2014,
relatif à : aides à la recherche et au développement dans les secteurs agricoles et forestier

**DOSSIER N° 21010856 - CONTRAT DE FILIERES CHAMPIGNONS FRANCILIENS AXE B.2
"CONSEIL COLLECTIF" ANNEE 2022 - SAFER**

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	26 924,00 € HT	50,00 %	13 462,00 €
Montant total de la subvention			13 462,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAFER ILE-DE-FRANCE - SOCIETE
D'AMENAGEMENT FONCIER ET
D'ETABLISSEMENT RURAL
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU
75008 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur PIERRE MARCILLE, Président directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :

- 1 _ Structurer un réseau de diffusion d'information
 - ° Diffusion d'information sous format mailing, newsletter
 - ° Recensement des partenaires et financement mobilisables, aspects juridiques à l'exploitation des carrières, ...
- 2 _ Encourager et accompagner les champignonnistes pour faire du tutorat
- 3 _ Valoriser le métier et rechercher de futurs porteurs de projets
 - ° Identification des besoins de formation
 - ° Recherche d'organismes de formation, conseillers techniques, appel à candidatures, animation de réunions de sensibilisation
 - ° Recensement des formations et étude de l'opportunité de créer une formation en format MOOC pour les champignonnistes
- 4 _ Accompagner les champignonnistes dans la recherche de financements participatifs

Indicateurs de résultat des actions réalisées :

- Nombre de newsletters, mails, lettres d'information réalisées et diffusées
- Liste des formations existantes
- Nombre de partenariats avec les organismes de formation existante
- Nombre de porteurs de projets identifiés

Dans le cadre d'une convention assimilée grand compte, le bénéficiaire s'est engagé à recruter un nombre global de 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :

Taux d'aide de 50% (RI Contrat de filière - volet B.2 Conseil collectif)

Localisation géographique :

🏠 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	9 168,00	34,05%
Autres coûts internes (déplacement, restauration, prestation)	650,00	2,41%
Frais de structure	2 106,00	7,82%
Création MOOC	15 000,00	55,71%
Total	26 924,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	13 462,00	50,00%
Région Île-De-France	13 462,00	50,00%
Total	26 924,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40957 (2015/XA) (agriculture, RDI) pris sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier 702/2014 adopté par la Commission européenne le 25 juin 2014 et publié au JOUE le 1er juillet 2014, relatif à : aides à la recherche et au développement dans les secteurs agricoles et forestier

DOSSIER N° 21010858 - CONTRAT DE FILIERES CHAMPIGNONS FRANCILIENS AXE D "ACTIONS DE PROMOTION ANNEE 2022 - ÎLEDEFRANCE TERRE DE SAVEURS

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	15 000,00 € HT	50,00 %	7 500,00 €
Montant total de la subvention			7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ILEDEFRANCE TERRE DE SAVEURS
Adresse administrative : 2 RUE SIMONE VEIL
93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gérard HEBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :

1 _ Mettre en place un kit de communication digital : logo, leaflet, affiches, pique prix, kakemono, campagne de bandeaux pour les temps forts de l'année de la filière, ...

2 _ Mettre en place une campagne de communication digitale pour la promotion des champignonnières : idées de recettes, réseaux sociaux, sites internet, ...

3 _ Produire une vidéo pédagogique pour mettre en avant les savoir-faire et spécificités régionales de la filière champignon francilienne

4 _ Accompagner les producteurs de champignons pour l'adhésion à la marque PRODUIT EN Île-de-France
° Dépôt de la marque spécifique à la filière Champignons
° Accompagnement des producteurs

5_ Mettre en place une animation spécifique sur les champignons franciliens au Salon International de l'Agriculture 2022

Indicateurs de résultat des actions réalisées :

- Dépôt de la marque spécifique INPI
- Nombre d'outils constituant le kit digital
- Envoi du kit aux acteurs de la filière
- Nombre de contacts générés par la communication digitale

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Taux d'aide de 50% (RI Contrat de filières)

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Graphiste	2 000,00	13,33%
Vidéo de visite virtuelle	3 000,00	20,00%
Communication digitale	7 000,00	46,67%
Animation Salon de l'Agriculture 2022	3 000,00	20,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	7 500,00	50,00%
Autofinancement	7 500,00	50,00%
Total	15 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.100189 PME (ex SA59106) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 publié au JOUE du 20/06/2017, 2020/972 publié au JOUE du 07/07/2020 et 2021/1237 publié au JOUE du 29/07/2021, relatif à : aides aux services de conseil en faveur des PME

Annexe 4 - Fiches projet Méthanisation

DOSSIER N° EX061674 - Aide aux études pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - Ferme de Beaulieu à Pécy (77)

Dispositif : Plan régional méthanisation : aide aux études (n° 00001198)

Délibération Cadre : CP2020-276 du 01/07/2020

Imputation budgétaire : 907-75-20421-175001-1700

Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional méthanisation : aide aux études	15 685,00 € HT	50,00 %	7 842,50 €
	Montant total de la subvention		7 842,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DE FROMENTEL

Adresse administrative : FERME DE BEAULIEU
77970 PECY

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur YVES DE FROMENTEL, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 octobre 2021 - 30 juin 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Nécessité de lancer les études rapidement pour définir le projet et répondre à l'appel à projet pour la construction des unités de méthanisation.

Description :

Le projet consiste en une unité de méthanisation de 3 à 5 000 t/an implantée sur l'exploitation agricole "ferme de Beaulieu" à Pécy, qui doit valoriser les effluents de l'élevage et les effluents de la laiterie-fromagerie attenante à l'exploitation agricole. Il est prévu de valoriser le biogaz en cogénération électricité (revendu sur le réseau de distribution) et chaleur pour la laiterie - fromagerie et autres à identifier et en définir les besoins. Il pourrait être envisagé une valorisation en bioGNV pour un usage interne à l'exploitation agricole.

Les prestations comprennent l'ensemble des éléments d'une étude de faisabilité technico-économique : étude d'opportunité (gisement, débouchés agronomiques et énergétiques), identification des solutions techniques, comparaison technico-économique, définition du projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Jusqu'à 50% des dépenses éligibles, montant de l'aide plafonné à 50 000 €.

Localisation géographique : PECY**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réalisation de l'étude de faisabilité	15 685,00	100,00%
Total	15 685,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale sollicitée	7 842,50	50,00%
Fonds propres	7 842,50	50,00%
Total	15 685,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides aux études environnementales

DOSSIER N° EX061861 - AAP 2020-1 pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - CHAMP D'ENERGIE à CHATRES (77)

Dispositif : Plan régional méthanisation : Appel à projet pour travaux de construction d'unités de méthanisation - Projets agricoles (n° 00001197)

Délibération Cadre : CP2020-276 du 01/07/2020

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700

Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional méthanisation : Appel à projet pour travaux de construction d'unités de méthanisation - Projets agricoles	5 400 000,00 € HT	14,81 %	800 000,00 €
Montant total de la subvention			800 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAMP D' ENERGIE
Adresse administrative : FERME DU GRAND LORIBEAU
77610 CHATRES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur FRANCOIS SAUSSIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 janvier 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet est porté par une exploitation agricole.

Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 10 920 t/an, composé de 67% de CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique) produites en interne, de 17% de fumiers équins provenant de centres équestres alentours, de 9% pulpes de betterave, et de 5% d'issues de silos.

Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 9 500 t/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres du porteur de projet (320 ha) et celles des agriculteurs voisins (1 136 ha), via un plan d'épandage réglementaire.

La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRDF à un débit moyen de 120 Nm³/h (11 123 MWh PCS/an). Le taux de valorisation énergétique est de 88%.

L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent de 1,2 temps plein, sans compter l'activité supplémentaire de production des CIVE, ni la construction et la maintenance de l'unité.

Dans un deuxième temps, le porteur de projet souhaite valoriser le CO₂ produit sur l'unité de méthanisation sur les serres de son exploitation (8 500 m²).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

- Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l'aide en fonction des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :

 CHATRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Génie civil	2 513 000,00	46,54%	Fonds propres	300 000,00	5,56%
Process / équipement	2 486 000,00	46,04%	Région Île-de-France	800 000,00	14,81%
Divers et études	401 000,00	7,43%	Emprunts	4 300 000,00	79,63%
Total	5 400 000,00	100,00%	Total	5 400 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Annexe 5 - Fiches projets modifiées

**DOSSIER N° 19009345 - ANIMATION DU PROGRAMME AGRI URBAIN DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE SAINT-QUENTIN EN YVELINES**

Dispositif : Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2) (n° 00000457)

Délibération Cadre : CP2019-149 du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 939-93-65734-193003-1700

Action : 19300307- Agriculture périurbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	64 143,00 € TTC	46,77 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA SAINT QUENTIN EN YVELINES
Adresse administrative : 1 RUE EUGENE HENAFF
78192 TRAPPES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-Michel FOURGOUS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : animation du programme agriurbain de Saint Quentin en Yvelines

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 1 juillet 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Mise en place des différentes actions dès l'été 2019 suite au vote du plan d'action agriculture et alimentation de la communauté d'agglomération du 26 juin 2019.

Description :

LA CASQY (Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin en Yvelines) a construit son programme agriurbain en partenariat avec les associations Terre et Cité et l'APPVPA (Association Patrimoniale de la Plaine de Versailles et du Plateau des Alluets) qui couvrent la moitié du territoire de la Communauté d'Agglomération.

La CASQY souhaite aujourd'hui porter elle-même son programme agriurbain.

Les actions de fonctionnement proposées sont :

- 1) Etude sur le potentiel de développement des circuits courts en restauration et préconisations
- 2) Développement d'une exposition Manger Local sur les producteurs de Saint-Quentin-en-Yvelines
- 3) Campagne d'affichage dans les arrêts de Bus sur les producteurs locaux
- 4) Vidéo sur l'agriculture locale et les circuits courts

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le taux d'aide au financement de chaque action est de 50% maximum de son coût HT de l'action. Le montant de la subvention régionale peut être calculé, au même taux, à partir du coût TTC si le bénéficiaire atteste qu'il ne récupère pas la TVA à quelque titre que ce soit.

La dépense éligible est plafonnée à 60 000€ par an et par bénéficiaire, et ce, même si la subvention régionale porte sur plusieurs actions.

Localisation géographique :

 CA SAINT QUENTIN EN YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude sur le potentiel de développement des circuits courts en restauration scolaire et préconisations opérationnelles	47 970,00	74,79%
Développement d'une exposition "Manger local"	1 281,00	2,00%
Campagne d'affichage	5 208,00	8,12%
Réalisation d'une vidéo	9 684,00	15,10%
Total	64 143,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	30 000,00	46,77%
Autofinancement	34 143,00	53,23%
Total	64 143,00	100,00%

**DOSSIER N° 21010863 - REAFFECTATION DU SOLDE DE LA SUBVENTION - SIARNC -
CONSTRUCTION D'UNE FILIERE METHANISATION DES BOUES D'EPURATION - AAP 5 2017-2018
(dossier initial 18008051)**

Dispositif : Plan régional méthanisation : Appel à projet pour travaux de construction d'unités de méthanisation - Projets non-agricoles (n° 00001200)

Délibération Cadre : CP2020-276 du 01/07/2020

Imputation budgétaire : 907-75-204182-175001-1700

Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional méthanisation : Appel à projet pour travaux de construction d'unités de méthanisation - Projets non-agricoles	3 725 000,00 € HT	29,99 %	1 117 000,00 €
Montant total de la subvention			1 117 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT INTERCOMMUNAL
D'ASSAINISSEMENT DE LA REGION DE
NEAUPHLE LE CHATEAU

Adresse administrative : 3 ROUTE DE SEPTEUIL
78640 VILLIERS-SAINT-FREDERIC

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique

Représentant : Monsieur Claude MANCEAU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 30 novembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Dossier initié en 2017, avec une première subvention attribuée en 2018. Les travaux ont démarré en 2020.

Description :

Lors de la commission permanente n° CP 2018-155 du 4 juillet 2018, une subvention d'un montant maximum de 1 117 000 € a été accordée pour le projet syndicat intercommunal d'assainissement de la Région de Neauphle le château (dossier 18008051).

Il s'agit à titre exceptionnel, de réaffecter le solde de 1 117 000 € d'une subvention initialement allouée.

Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région de Neauphle le Château regroupe le territoire de 15 communes pour le service d'assainissement des eaux usées issues des habitations et des activités économiques.

Concernant les aspects techniques, la digestion se fait en phase liquide (8,2%), en régime mésophile jusqu'à 50% de charge, puis en régime thermophile (qui devrait être atteint en 2030 : 100% de la charge nominale en régime mésophile / 62% en régime thermophile).

Pour l'approvisionnement, l'unité est dimensionnée pour traiter par ordre de priorité :

- les boues et graisses de la station d'épuration (STEP);
- les boues des autres STEP du syndicat;
- les graisses d'épuration externes, dans un rayon de 50 km : alimentation stable d'environ 300 t/an;
- des biodéchets de boulangerie (déchets de pain) : alimentation variable selon la charge du digesteur : 650 t MB/an au démarrage, 900 t MB/an en 2030, 1000 t MB/an en 2040 et baisse progressive à 350 t MB/an en 2054. Ces déchets sont actuellement valorisés à plusieurs centaines de km.

Sur la partie agronomique, la mise en place d'une unité de déshydratation performante énergétiquement et intéressante technico-économiquement, avec une conservation du plan d'épandage actuel est favorisée.

Sur la partie énergétique, la valorisation retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRDF :

- 23 Nm³/h en moyenne au démarrage;
- 37 Nm³/h estimé en 2030;
- 40 Nm³/h estimé en 2040.

Le taux de valorisation énergétique est de 96%.

L'exploitation de l'unité nécessitera la création de 0,25 ETP interne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

- Unité de méthanisation non-agricole : 30% maximum des investissements éligibles, aide maximale de 1 500 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des critères de rentabilité économique du dossier et des règles du fonds chaleur.

La reconstruction de la station d'épuration fait l'objet d'une aide de l'agence de l'eau Seine-Normandie, mais l'assiette éligible de l'AESN ne porte pas sur le module de méthanisation.

Localisation géographique :

📍 VILLIERS-SAINT-FREDERIC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création d'une unité de méthanisation	3 725 000,00	100,00%
Total	3 725 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	1 117 000,00	29,99%
ADEME (sollicitée)	83 000,00	2,23%
Fonds propres	300 000,00	8,05%
Emprunts	2 225 000,00	59,73%
Total	3 725 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Annexe 6 - Fiches projets dérogations stagiaires

**DOSSIER N° 19009340 - ANIMATION DU PROGRAMME AGRI URBAIN DE SEINE-ET-MARNE
ATTRACTIVITE**

Dispositif : Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2) (n° 00000457)

Délibération Cadre : CP2019-149 du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 939-93-65738-193003-1700

Action : 19300307- Agriculture périurbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	60 636,77 € TTC	49,47 %	30 000,00 €
Montant total de la subvention			30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEINE ET MARNE ATTRACTIVE AGENCE
POUR ATTRACTIVITE RAYONNEMENT
SEINE ET MARNE

Adresse administrative : PLACE D'ARMES
77300 FONTAINEBLEAU

Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial

Représentant : Madame Sylvie LAHUNA, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : animation du programme agriurbain du territoire

Dates prévisionnelles : 17 octobre 2019 - 17 octobre 2020

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Les objectifs du projet sont de mettre en oeuvre la stratégie du territoire et du programme LEADER : "Faire du territoire un vecteur collectif d'identité rurale, agricole et touristique".

Cela se traduit par un accompagnement des dispositifs expérimentaux, dans le champ de l'agriculture et du développement rural.

Plus particulièrement, l'aide permettra de répondre aux objectifs thématiques et stratégiques suivants :

- Attirer les populations touristiques,
- valoriser le patrimoine agricole,
- construire une politique alimentaire de proximité
- mettre en œuvre une animation globale autour de la protection de la ressource en eau et de l'adaptation au changement climatique.


Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaires. C'est pourquoi, à titre exceptionnel, une dérogation est proposée.

Détail du calcul de la subvention :

Le taux d'aide au financement de chaque action est de 50% maximum de son coût HT de l'action. Le montant de la subvention régionale peut être calculé, au même taux, à partir du coût TTC si le bénéficiaire atteste qu'il ne récupère pas la TVA à quelque titre que ce soit.

La dépense éligible est plafonnée à 60 000€ par an et par bénéficiaire ce même si la subvention régionale porte sur plusieurs actions.

Localisation géographique :

 SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	60 636,77	100,00%
Total	60 636,77	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	30 000,00	49,47%
FEADER LEADER Sud 77	30 636,77	50,53%
Total	60 636,77	100,00%